

**COLLECTIF  
DROIT A RESPIRER**

## Rapport de la Cour des Comptes du 15 mai 2024

### La santé respiratoire

## Note de synthèse

La Présidence de la commission des affaires sociales du Sénat a saisi la Cour des comptes d'une enquête sur la « santé respiratoire » le 13 juillet 2023. Cette enquête vise à évaluer l'efficacité des politiques de prévention et de lutte contre les principales maladies respiratoires que sont la broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO), l'asthme et le cancer du poumon. Ces trois pathologies ont été sélectionnées en raison de l'importance du nombre de patients atteints (10 % des Français souffrent de l'une de ces trois maladies) et des conséquences significatives sur la qualité de vie, la santé et les dépenses publiques.

*A travers une série d'interviews, dont celle Pr Raheison-Semjen au nom du Collectif, le présent rapport examine en profondeur la possibilité d'intégrer la santé respiratoire dans la stratégie nationale de santé et à la santé environnementale, soulignant les lacunes actuelles et proposant des recommandations pour une meilleure coordination et une prévention accrue.*

## Des chiffres alarmants appellent à une action renforcée du Collectif

### 1. Augmentation des dépenses en matière de santé respiratoire

**En 2021, l'Assurance Maladie a estimé les dépenses de prise en charge des maladies respiratoires chroniques à 6,7 milliards d'euros.** Celles-ci sont en constante augmentation :

- o Entre 2017 et 2021, les dépenses de soins pour le cancer du poumon ont progressé de 61%, atteignant 2,9 milliards d'euros.
- o Les soins non médicamenteux (réhabilitation respiratoire et l'éducation thérapeutique) ont également vu leurs dépenses presque doubler, atteignant 13 millions d'euros en 2022 contre 7 millions d'euros en 2018.

A contrario, les dépenses de prévention de l'État ont considérablement augmenté, passant de 0,6 milliard d'euros en 2018 à 2,3 milliards d'euros en 2022. De même, les dépenses de prévention des collectivités locales ont doublé, atteignant 11,8 millions d'euros en 2021.

## 2. Une augmentation de la prévalence et des hospitalisations

En 2021, 4 millions de personnes étaient atteintes d'asthme, 3,5 millions souffrant de BPCO et 161 670 diagnostiquées avec un cancer du poumon.

Les séjours hospitaliers pour des pathologies respiratoires sont également en hausse. En 2022, il y a eu 68 240 séjours pour des bronchopneumopathies chroniques surinfectées, avec un coût total de 146 millions d'euros. Les œdèmes pulmonaires et détresses respiratoires ont conduit à 1 481 séjours, coûtant 6,8 millions d'euros. Les séjours liés à l'asthme et aux bronchites ont atteint 20 200, avec un coût total de 23,9 millions d'euros.

## La Cour des Comptes reprend à son compte un certain nombre de propositions portées par le Collectif Droit à Respirer...

## 1. Intégration de la santé respiratoire dans la stratégie nationale de santé et le PNSE

*La Cour appelle à inclure des objectifs sanitaires chiffrés en santé respiratoire dans la Stratégie nationale de santé et le Plan national santé environnement (PNSE). Elle insiste sur la nécessité de doter le PNSE de grands objectifs mesurables en termes de prévalence de la BPCO, de l'asthme et du cancer*







# COLLECTIF DROIT A RESPIRER

Le Collectif peut également plaider pour des actions renforcées autour des facteurs de risques spécifiques à ces groupes et adapter les interventions en conséquence. Des campagnes de sensibilisation adaptées, des programmes de sevrage tabagique et des interventions précoces sont essentiels pour inverser cette évolution préoccupante et réduire la charge des maladies respiratoires chez ces populations.

## 2. Amélioration de la gouvernance et de la coordination

*La Cour souligne les carences dans la coordination des politiques publiques en matière de santé respiratoire et recommande une meilleure intégration des actions des différents acteurs impliqués. Elle propose de renforcer la gouvernance en matière de santé respiratoire pour assurer une cohérence des interventions et une utilisation efficace des ressources.*

Le Collectif peut jouer un rôle central en facilitant la coordination entre les divers acteurs de la santé respiratoire. En proposant des structures de gouvernance intégrées et en participant activement aux discussions sur la planification et la mise en œuvre des politiques, nous pouvons améliorer l'efficacité des interventions. Il serait intéressant de créer des comités de pilotage régionaux et nationaux qui incluent des représentants des autorités sanitaires, des associations de patients, des professionnels de santé et des chercheurs.

## Conclusion

A l'instar du Collectif, le rapport de la Cour des Comptes met en lumière des lacunes majeures dans la stratégie nationale de santé concernant la prise en charge des maladies respiratoires, en dépit des efforts de prévention et des investissements croissants.

La Cour des Comptes est **alignée en grande partie avec le constat tirés de l'Observatoire de la Santé Respiratoire 2023**. Cette convergence constitue une véritable réussite pour le collectif, qui réussit à porter ses messages au sein des plus hautes instances étatiques et à établir la notoriété et le référencement de son Observatoire.

Au travers de ce rapport, nous disposons d'une base solide **pour appuyer – sur le plan institutionnel- nos propositions**. Cette reconnaissance institutionnelle pourrait permettre de **mobiliser davantage de soutiens** et de **financements** pour nos initiatives.

De plus, ce document ouvre la voie à de **nouvelles réflexions et actions** sur des sujets que le Collectif n'a pas encore explorées en profondeur.